

Le Président du conseil départemental
de Tarn-et-Garonne,

AD. n° 2021.147

EHPAD Résidence Mutualiste St Orens A MONTAUBAN
Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

ACCUEIL DE JOUR

TARIFICATION DE L'EXERCICE 2021

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code civil ;

Vu les arrêtés fixant respectivement le taux de revalorisation applicable en 2021 sur le montant des produits reconductibles afférents à la dépendance et la valeur du point GIR (groupe iso-ressources) départemental 2021 ;

Vu la décision de la commission permanente du conseil départemental de Tarn et Garonne du 13 novembre 2018 concernant les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens relatifs aux EHPAD ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'économie et des finances relatif aux prix des prestations d'hébergement de certains établissements accueillant des personnes âgées ;

Vu le CPOM conclu entre le représentant de EHPAD Résidence Mutualiste St Orens, le directeur général de l'ARS et le président du conseil départemental ;

Vu l'avis du pôle solidarités humaines ;

SUR proposition de M. le directeur général des services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les charges nettes servant de base au calcul des tarifs hébergement s'établissent à 37 945,79 € pour l'année 2021.

Le prix de journée hébergement applicable à EHPAD Résidence Mutualiste St Orens à MONTAUBAN est fixé comme suit pour l'année 2021 :

Tarifs Hébergement en Accueil de Jour

Type de prestation	Montant du Prix de journée
	en € pour 2021
Journée	26,67 €

ARTICLE 2 :

Les tarifs « dépendance » applicables à EHPAD Résidence Mutualiste St Orens à MONTAUBAN sont fixés comme suit pour l'année 2021 :

Tarifs dépendance AJ

GIR 1/2	18,87 €
GIR 3/4	11,51 €
GIR 5/6	5,08 €

ARTICLE 3 :

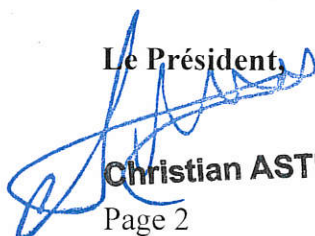
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux (cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 cours de Verdun 33074 Bordeaux Cedex) dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 4 :

Le directeur général des services du département, le directeur général adjoint chargé du pôle solidarités humaines et le président de la mutualité française – union départementale de tarn et garonne - sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du conseil départemental de Tarn-et-Garonne.

Montauban, le **28 JAN. 2021**

Le Président,


Christian ASTRUC